



MERCREDI 29 FEVRIER 2012

# POUR LES RETRAITÉS AUSSI « TROP, C'EST TROP! »

**Des alternatives existent!  
Pour l'emploi et la justice sociale**

Les organisations syndicales de retraités françaises s'associe à **la journée d'action européenne décentralisée le 29 février 2012, à la veille du Conseil européen des 1<sup>er</sup> et 2 mars au cours duquel les Chefs d'État des 27 pays de l'Union devraient entériner le nouvel accord international** sur la discipline budgétaire.

Pour la première fois la Confédération européenne des syndicats (CES) s'oppose à ce nouveau traité, qui ne manquera pas d'avoir un nouvel impact social négatif au niveau national. Les dirigeants européens, faisant fi de tout débat démocratique, persistent donc dans une voie sans issue qui n'est autre que celle de la récession,

Les coupables de la crise actuelle ne sont pas à rechercher parmi les salariés ou les retraités. Ce sont la dérégulation financière et la spéculation, en particulier sur l'endettement public, qui ont provoqué l'emballement de la dette et la flambée des actifs financiers.

En choisissant notamment de s'attaquer à l'ensemble des paramètres déterminant le montant de la pension des retraites, les gouvernements européens font des retraités une des variables d'ajustement des difficultés économiques, financières des états dont ils (les retraités) ne sont pas responsables. Alors que, dans certains pays, les systèmes de protection sociale ont permis d'amortir les effets de la crise pour tous.

Les retraités ne sont pas un coût. Ils participent au développement de la société, à son activité sociale, aident la sphère familiale... La solidarité intergénérationnelle ne doit pas devenir un slogan : elle doit rester le fondement de la société européenne. Cette solidarité doit s'appuyer sur une politique dynamique d'emplois stables, formés, qualifiés, correc-

tement rémunérés, qui seront autant de ressources pour la protection sociale.

La question des retraites, comme celles de toute la protection sociale, l'emploi ou les salaires ne sont pas d'abord des questions économiques ou financières, c'est d'abord une question de choix de société : dans quelle société voulons-nous vivre ? Il n'y a jamais eu autant de richesses créées dans le monde qu'aujourd'hui : ces richesses à quoi doivent-elles servir, si ce n'est au bien-être des populations ? Nous nous plaçons dans l'optique d'une société résolument solidaire, qui n'oppose pas les générations entre elles, qui n'oppose pas les malades aux biens portant, qui n'oppose pas ceux qui travaillent aux chômeurs : à ce jeu-là tout le monde salarié serait perdant.

Tous ensemble, retraités et actifs, refusons ce nouveau traité européen et son cortège de mesures d'austérité nationales qui enfoncent chaque jour un peu plus l'Europe dans la crise. Tous ensemble revendiquons une Europe de progrès social qui garantisse et développe des droits sociaux fondamentaux.

## **Déjà mis en œuvre !**

- gel des pensions en Roumanie,
- diminution de 20 % des pensions supérieures à 1 200 euros en Grèce,
- diminution des pensions de 120 à 180 euros en Belgique,
- gel des pensions supérieures à 1 400 euros en Italie,
- augmentation de l'âge de départ en retraite dans la quasi-totalité des pays, alors même qu'il n'y a pas d'emplois pour les « seniors »...

**Tous ensemble, le 29 février participons  
aux différents rassemblements et manifestations  
qui auront lieu partout dans le pays**